



Le coronavirus a fait plonger l'économie dans de nombreux secteurs. Personne ou presque n'y était bien préparé.

## La pandémie a dicté le tempo !

Bien que **les experts aient mis en garde contre le risque d'une pandémie virale**, d'importants décideurs semblent avoir été pris au dépourvu.

Texte : Andrea Renggli, rédaction SDJ ; photo : Istock

La pandémie de COVID-19 a ralenti la vie publique dans le monde entier, amené les systèmes de santé au bord de l'effondrement et fait plonger l'économie dans de nombreux secteurs. Personne ou presque – tout du moins en Europe et en Suisse – n'y était bien préparé. Même les offices fédéraux compétents ont été bousculés par l'évolution de la pandémie.

### La menace était connue

Après l'apparition de la maladie virale SRAS dans des pays asiatiques en 2003, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a élaboré les International Health Regulations (IHR), un plan de pandémie mondial en quelque sorte. Ces directives contraignent, par exemple, les États membres de l'OMS à mettre en place un

système de santé publique capable de détecter à un stade précoce les maladies infectieuses et de retracer les chaînes de contamination. Elles ont été appliquées en 2009, lorsque le virus de la grippe H1N1, appelée « grippe porcine », a circulé. Elles sont également entrées en action en 2013, lors de la propagation du Middle-East Respiratory Syndrome





(MERS). De nombreux pays ne les ont toutefois pas mises en œuvre ou seulement de manière incomplète. Les initiateurs de la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) ont également fait preuve d'une bonne intuition en 2017. Cette alliance internationale repose sur un partenariat public-privé entre des gouvernements, l'OMS, la Commission européenne, des instituts de recherche, l'industrie des vaccins et des donateurs privés, entre autres la Fondation Bill & Melinda Gates. Le but de cette alliance internationale est de rechercher et de développer de nouveaux vaccins afin d'enrayer les maladies infectieuses d'origine virale. La CEPI participe actuellement à la mise en œuvre de l'initiative Covax qui entend garantir un accès égal et équitable dans le monde entier aux vaccins contre le COVID-19.

### Des événements rarissimes, mais graves

Les autorités suisses se sont, elles aussi, penchées sur le risque d'une pandémie avant l'émergence du COVID-19. Sur la base de l'analyse nationale des risques « Catastrophes et situations d'urgence en Suisse (CaSUS) », l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) établit des scénarios d'événements dont la survenue est plutôt rare, mais dont les conséquences sont graves. Dans l'édition de 2015, une pénurie d'électricité pendant plusieurs semaines a été désignée comme le risque le plus élevé pour la Suisse. Le risque d'une pandémie arrive juste après, avant des tremblements de terre ou des inondations. Dans l'édition mise à jour de 2020, une pandémie de grippe est désignée comme étant le risque le plus important pour la société suisse.

En mai, des recherches effectuées par la radio et la télévision suisses SRF ont toutefois révélé que la Suisse n'était pas particulièrement bien préparée pour faire face à une pandémie. Une expertise réalisée par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et dont les conclusions ont été remises fin 2018 a relevé d'importantes lacunes. Plus de 4000 lits d'hôpitaux manquent pour pouvoir faire face à une épidémie. Et même les projets de transformation d'hôpitaux existants ou de construction de nouveaux hôpitaux ne prévoient pas de réserves de lits pour des cas de catastrophe. De même, l'exigence du Gouvernement fédéral de stocker une réserve de médicaments, de dispositifs médicaux et de matériel de laboratoire n'a pas été mise en œuvre. Même le stock d'éthanol de la Confédération, qui aurait permis de fabriquer du gel désinfectant, avait été dissous peu de temps avant la pandémie. Ce sont les cantons qui sont responsables de la plupart de ces domaines. Le rapport a été publié début 2021.

### La responsabilité des entreprises

Afin de préserver la capacité opérationnelle des entreprises en cas de pandémie, la Confédération avait rédigé un manuel à l'intention des entreprises privées. Celui-ci fournit des conseils pratiques et des listes de contrôle aux employeurs. Il leur est, entre autres, conseillé de disposer d'un stock de désinfectant pour les mains et de masques de protection. Malgré cela, la plupart des entreprises ont été surprises, à l'instar des milieux politiques, par le rythme des événements au début de la pandémie.

« L'Union patronale suisse soutient activement le manuel pour la préparation des entreprises en cas de pandémie, dont la dernière mise à jour remonte à 2019 », explique Fredy Greuter, membre du comité de direction de l'association. « Mais comme toujours, la crise réelle n'a pas suivi le scénario imaginé, si bien que le manuel n'a eu qu'une portée limitée durant la crise du COVID-19. Il serait donc faux de prétendre que l'économie ne s'est pas préparée. » La première surprise passée, les entreprises ont réagi en développant des plans de protection en collaboration avec l'OFSP, afin de réduire le risque de contamination sur le lieu de travail.

### Les Suisses sont gâtés

Jacqueline Frossard, psychologue spécialisée en psychothérapie FSP, juriste et membre du comité de la FSP, la principale association professionnelle des psychologues en Suisse, n'est pas étonnée que les milieux politiques et économiques, mais aussi la plupart des particuliers, aient été surpris par la pandémie. « Tout naturellement, les gens s'intéressent plus volontiers aux choses agréables que désagréables, voire menaçantes comme les pandémies ou les catastrophes. Sans compter que nous sommes très gâtés en Suisse en ce qui concerne les événements graves. Nous sommes habitués à ce que la plupart des choses suivent leur cours normal même si nous n'intervenons pas activement. Cela nous rend d'autant plus vulnérables lorsqu'un tel événement se produit. » D'un autre côté, il est plutôt pertinent et sain de ne pas se préoccuper en permanence des choses horribles qui pourraient arriver, affirme-t-elle. Il n'y a donc rien d'irrationnel à ne s'intéresser à une catastrophe que lorsqu'elle se produit.

Aurons-nous, chacun d'entre nous, pu mieux nous préparer à affronter cette catastrophe ? Jacqueline Frossard n'en est pas convaincue. « Nous avons d'abord dû identifier, jour après jour et pas à pas, les conséquences de la pandémie sur nos vies. » Se concentrer de manière ciblée sur un problème concret est souvent plus efficace que d'analyser sans fin des problèmes potentiels. Mais cela ne vaut pas pour les responsables politiques, martèle Jacqueline Frossard, car ils ont au contraire le devoir de se préparer à d'éventuelles catastrophes et de prendre les dangers au sérieux, même s'ils ne touchent pas encore le pays.